

CONSERVATISME, VIOLENCES, AUTORITARISME: UNE OFFENSIVE GLOBALE CONTRE LES DROITS ET SANTÉ SEXUELS ET REPRODUCTIFS (DSSR)

Le Planning familial alerte face à une situation internationale marquée par la mise en oeuvre de politiques autoritaires, ultra conservatrices et racistes qui s'attaquent au droit à l'avortement, à la contraception et plus globalement à tous les droits sexuels et reproductifs et la justice reproductive, ciblant sciemment les femmes et les personnes minorisées.

UNE OFFENSIVE MONDIALE CONTRE LES DROITS FONDAMENTAUX

La multiplication des crises politiques et des conflits armés, associée à une montée en puissance d'une offensive conservatrice, fasciste, et réactionnaire, aux conséquences directes sur les droits humains, s'installe dans le ronronnement de nos fils d'actualité. Progressivement nous nous habituons à lire, à entendre, des exactions commises par des régimes démocratiquement mis en place, nous lisons impassibles, la description de situations inhumaines vécues, des femmes qui meurent car elles n'ont pu avorter, des personnes LGBTQIA+ battues à mort...

Aux États-Unis, l'administration Trump, de retour au pouvoir depuis plus d'un an, mène une offensive sans précédent contre les DSSR. Les coupes de financement USAID pour l'IPPF et ses associations membres ont été d'au moins 85,2 millions de dollars et plus de 8,5 millions de personnes pourraient perdre l'accès à des services de santé sexuelle et reproductive vitaux. Les coupes ont commencé il y a un an, des femmes ont déjà perdu la vie à cause de l'absence d'accès au soin. De plus, après avoir organisé la destruction de 20 sur 24 cargaisons de contraceptifs d'une valeur de 10 millions de dollars, destinés à 218 millions de femmes du continent africain où l'accès aux soins est déjà extrêmement limité, l'administration Trump a décidé d'étendre la *Global Gag Rule*¹. Au delà de l'impossibilité de financer des soins liés à l'avortement, cela a maintenant pour conséquence l'arrêt du financement de toute politique favorable à la diversité, l'inclusion ou des droits liés à l'identité de genre pour des ONG, des États et des institutions multilatérales engagés pour les droits humains et les droits sexuels et reproductifs. On parle de millions de dollars. On parle de milliers de vies humaines en danger.

En Iran, les femmes mènent la révolutions pour leurs droits - Femmes, Vie, Liberté - malgré de sévères restrictions pour accéder à la contraception ou à l'avortement. Au Venezuela, sous le régime de Maduro, femmes, filles et populations les plus marginalisées faisaient face au non accès aux services de DSSR, à une importante violence et des féminicides. L'intervention coloniale de la part de l'administration Trump renforce ces risques. Dans la région du Rojava, les Kurdes subissent un massacre où les femmes sont les premières victimes alors qu'elles ont été à la manœuvre contre Daesh. Cela est sans oublier l'ensemble la liste tristement longue d'autres conflits en cours, en Palestine, au Congo, au Soudan ... ou encore dans d'autres régions du monde.

¹ La *Global Gag Rule* est une politique américaine qui conditionne l'aide internationale en matière de santé au fait que les organisations étrangères s'abstiennent de fournir, promouvoir ou même informer sur l'avortement, y compris avec leurs propres fonds.

Sarah Durocher, présidente du Planning familial rappelle que *“Ces situations ne sont ni isolées ni lointaines. Elles se répètent partout dans le monde. Penser que la France serait à l’abri est une illusion dangereuse, alors que l’extrême droite se structure de plus en plus aux niveaux national et européen.”*

UN SURSAUT COLLECTIF INDISPENSABLE

Un projet de société fasciste, conservateur et rétrograde s’attaque toujours aux DSSR en premier lieu. Il est urgent de se mobiliser à travers un sursaut collectif pour empêcher que cette situation se normalise et se propage en France ou dans tous autres pays. Le combat pour les DSSR ne peut pas être séparé du combat contre la militarisation, l’impérialisme ou toutes formes de violences.

Le Planning familial appelle à une mobilisation citoyenne et institutionnelle forte. Il exhorte le Gouvernement français à :

- continuer à se mobiliser activement en faveur des droits humains, notamment par des financements dédiés aux activistes féministes à travers le monde, premières cibles des reculs en matière de DSSR. Cela est d’autant plus nécessaire, suite aux coupes de l’aide publique au développement en France à hauteur de - 800 millions d’euros. La pérennisation et l’augmentation de l’aide publique au développement, afin d’atteindre les 0,7% du revenu national brut est donc essentielle.
- mener toutes les actions diplomatiques en sa possession pour défendre et faire progresser les droits humains, et spécifiquement lors du G7 qui sera sous présidence française cette année.

Le Planning familial continuera de défendre les DSSR, la justice reproductive, au côté de tous les acteur.rices qui défendent ces droits partout dans le monde.

CONTACT PRESSE

Sarah Durocher - présidente du Planning familial (sarah.durocher@planning-familial.org)

Noémie Gardais - chargée de plaidoyer international (noemie.gardais@planning-familial.org)